



# Perspective France 2019: consolider les réformes dans un environnement économique incertain



[COE-REXcode](#) Document de travail N.70, octobre 2018

Après un pic en 2017 et dans un contexte mondial moins favorable, l'économie française décelérerait en 2019. Elle reviendrait ensuite progressivement vers son rythme de [croissance potentielle](#), de l'ordre de 1,2 à 1,3%. Un rythme insuffisant pour réduire vraiment le chômage et redresser les comptes publics. Si les réformes menées depuis 2017 sont de nature à renforcer à terme le PIB potentiel, la transformation du CICE en allègements de cotisations sociales interrompt le redressement de la compétitivité-coût.

- Notre scénario pour 2019 : retour de la croissance vers son potentiel

- La probabilité d'un ralentissement graduel de l'activité mondiale se renforce. Plus dispersée, la croissance mondiale amorce un tassement depuis le 2e trimestre 2018 et décelérerait à 3,2% en 2019. La montée des risques (hard Brexit, protectionnisme, Italie, etc.) incite à la prudence, le seul aléas positif étant une croissance américaine plus vive que prévu.

- Après un pic en 2017, la croissance française reste au-dessus de son rythme potentiel (1,2-1,3%) mais y revient progressivement. Le ralentissement amorcé au début de l'année s'est confirmé, et les perspectives de rebond paraissent réduites. En 2019, nous anticipons une croissance de 1,3%, sous réserve que la conjoncture mondiale ne se dégrade pas significativement.

- Le gouvernement table sur 1,7% de croissance en 2019 et chaque année jusqu'en 2022. Pour 2019, l'écart avec notre prévision est significatif mais reste dans la zone d'incertitude. Par contre, la probabilité que la croissance française se maintienne au-dessus de la

croissance potentielle (estimée de 1,25 à 1,35% par le gouvernement) aussi longtemps paraît faible compte tenu notamment de capacités de production déjà saturées.

## Perspectives des finances publiques : une réduction marginale de la dépense

Le gouvernement prévoit en 2019 des économies de dépenses publiques équivalant à 0,4 point de PIB, reposant notamment sur un quasi-gel des prestations sociales (hormis celles à destination des plus défavorisés et des plus fragiles). Selon la trajectoire pluriannuelle du gouvernement, les 3/4 des efforts d'économies envisagés sur le quinquennat restent à réaliser sur la période 2020-2022, période sur laquelle la croissance risque de retomber à son niveau potentiel. Ces efforts reposeraient en grande partie sur la réforme de l'action publique, encore peu documentée à ce stade.

## Mesures fiscales : un coup d'arrêt à la baisse des charges

- Sur la période 2018-2019, les mesures adoptées depuis le début du quinquennat se seront traduites par une baisse des prélèvements sur les ménages de l'ordre de 3,6 Md€, en grande partie imputable à la baisse de la taxe d'habitation, à laquelle s'ajoutent 3,2 Md€ de diminution d'impôts liés à la réforme de la fiscalité du capital.

- Sur la même période, les mesures entraîneront une baisse exceptionnelle des prélèvements sur les entreprises (-15,6 Md€ €), du fait de la concomitance exceptionnelle du CICE au titre de 2018 et du nouvel allègement de cotisations sociales. Toutefois, la transformation du CICE en allègements de cotisations sociales employeurs équivaut à une hausse pérenne de prélèvement sur le coût du travail de 5,2 Md€. Au total, les mesures fiscales de 2018-19 se traduiront par une hausse pérenne des prélèvements sur les entreprises de 2,2 Md€ par rapport à 2017.

## Pour renforcer la croissance potentielle l'effort de compétitivité doit être poursuivi

- Certaines réformes adoptées dès le Budget 2018 et confirmées en 2019 (fiscalité du capital, ISF/IFI, baisse de l'IS), ainsi que la réforme du code du travail de septembre 2017, sont de nature à augmenter la croissance potentielle, tandis que d'autres mesures atténueront ces effets positifs. Une estimation variantielle des effets de chacune des mesures donne un impact global sur le PIB potentiel de 0,9 à 1,3 point à moyen terme.

Pour aller plus loin et permettre d'atteindre les prévisions de croissance présentées par le gouvernement, il est nécessaire de consolider les réformes de deux manières :

- Recentrer l'effort de baisse des prélèvements obligatoires sur la compétitivité. A titre illustratif, le remplacement de la suppression de la taxe d'habitation pour les 20 % des ménages les plus aisés par une baisse des impôts de production (CVAE) équivalente, de l'ordre de 8 Md€, aurait un impact positif sur le PIB potentiel de 0,4 point à moyen terme.
- Baisser le poids de la dépense publique pour limiter le poids des prélèvements et leur impact sur l'activité, dans un contexte où le déficit doit être contenu pour assurer la soutenabilité de l'endettement public.

De ce point de vue, le recul de l'âge effectif de départ à la retraite procure un double dividende : il permet de baisser les dépenses de retraites, tout en élevant durablement le PIB potentiel par une augmentation de la population active. A titre illustratif, le recul progressif de 18 mois de l'âge effectif de départ à la retraite augmenterait le PIB potentiel de 0,8 points à moyen terme.

[Plus COE-Rexcode](#)